Collection dirigée
par Jérôme Bourdieu, Pascale Casanova et Franck Poupeau

Édition originale : Franz Schultheis, Kristina Schulz (Ed.),
Gesellschaft mit begrenzter Haftung. Zumutungen und Leiden im deutschen Alltag, Constance, UVK, 2005

Éditions RAISONS D'AGIR
5, rue de Charonne, 75011 Paris
© ÉDITIONS RAISONS D'AGIR, mai 2015

www.raisonsdagir-editions.org
editions@raisonsdagir-editions.org

Sous la direction de
Franz Schultheis & Kristina Schulz

Société à responsabilité limitée

Enquête sur la crise du modèle allemand

Traduction par Anaïs Cretin, Karim Fertikh et Claudine Girod,
avec le concours de Frédéric Chateigner et Nadine Willmann

Raisons d'agir
COURS ET TRAVAUX

CONCLUSION

Une société sans qualités

Franz Schultheis

« Une chose est en tout cas indubitable : lorsqu'on se propose d'apprécier une réglementation des relations sociales, quelle qu'en soit la nature, il faut toujours et sans exception l'examiner sous l'angle suivant : à quel type d'homme offre-t-elle les meilleures chances de domination par le jeu des facteurs subjectifs et objectifs de la sélection ? »

MAX WEBER, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses Pocket-Agora, 1992.

Depuis les années 1970, on invoque régulièrement, en Allemagne, chaque fois avec des variations, l'émergence de nouvelles questions sociales. Aussi justifiés que puissent être ces cris d'alarme dans chacun de leurs contextes historiques et dans chacune des perspectives qu'ils présentent, leur aspect répétitif et l'impression de déjà-vu fonctionnent de manière inflationniste. Ils produisent un effet de saturation qui risque lui-même, à la longue, d'immuniser contre de futurs signes préoccupants.

Cela rend l'analyse sociologique de notre société contemporaine particulièrement ingrate. Tout ce qui est essentiel semble avoir été déjà dit et, pour espérer être entendu, il faut valoriser sur le mode de l'esbroufe toute nouvelle modulation sur des thèmes anciens, comme c'est le cas par exemple lorsque l'on invente de nouvelles époques auxquelles on attribue des étiquettes insolites[220]. S'engager dans la production d'un diagnostic du monde contemporain constitue une tâche d'autant plus ardue que l'observateur a

220. Par exemple : la « société des couches moyennes nivelée » (Schelsky), la « société du spectacle » (Schulze), la « société du risque » (Beck) ou encore la « société multi-optionnelle » (Gross).

affaire, et ici de manière exemplaire, à de nouvelles réalités. Dans une époque telle que la nôtre, marquée par des évolutions accélérées au cours desquelles certaines transformations sociales profondes se traduisent par de nouvelles configurations socio-historiques, on risque par excès de prudence de rester en deçà des caractéristiques de l'époque ou, à l'inverse, de confondre le travail du sociologue avec celui du prophète.

Les indicateurs de l'état de la société allemande dont dispose l'observateur formé aux sciences sociales, du taux de chômage jusqu'à l'augmentation du nombre de ménages endettés en passant par le nombre d'entreprises ayant fait faillite, ainsi que d'autres indices de l'élargissement de la fracture séparant pauvres et riches, comme l'augmentation du taux de pauvreté en général et du nombre d'enfants en situation de pauvreté en particulier, sont éloquents et devraient constituer en eux-mêmes des signaux d'alarme. Pourtant l'indifférence semble s'installer de plus en plus, ce qui constitue un indicateur sociologique intéressant de l'état d'esprit dominant dans la société allemande.

Des qualités sans hommes

Tout se passe comme si les capacités, individuelles et collectives, de perception et de compréhension de la réalité sociale s'étaient étrangement mais nettement réduites et diluées, comme si s'y était superposé un filtre qui aurait changé la résolution des contrastes et la netteté de l'image, la rendant autre, irréelle, dénaturée. Le caractère biaisé de cette réalité affadie ainsi que l'apathie qu'elle suscite pourraient être considérés comme le signe distinctif de «l'homme sans qualités» de notre culture moderne, et être interprétés comme une expression de sa suffisance narcissique et égocentrique. On pourrait aussi y voir au contraire, comme le suggère Robert Musil, le contrecoup d'une société débordante de «qualités sans hommes», et d'un État pour lequel la réalité sociale n'a plus de visage reconnaissable mais se donne à voir comme une masse de plus en plus confuse d'informations et de discours incohérents.

Dans le même temps, la langue s'appauvrit, se décompose de manière impressionnante. Cela s'exprime, entre autres, par la perte de la force de certains concepts encore habituels et significatifs pour la description du social il y a seulement quelques années, concepts qui semblent aujourd'hui vidés et dépassés par l'histoire ; cela se manifeste par le fait que ces concepts sont victimes d'autocensure, sans que l'on dispose de concepts alternatifs appropriés pour décrire et comprendre la réalité de manière adaptée. Des concepts tels que «classe» ou «couche sociale», «hiérarchie» ou «élite» sonnent creux. Celui qui emploie de tels termes est pris par un sentiment de gêne, de ceux qui accompagnent normalement les infractions à la bienséance. Ces termes suscitent un sentiment identique à celui que l'on ressent lorsque l'on s'est trompé de film. Des qualités désincarnées, des catégories telles que «riche» et «pauvre», «privilégié» et «précaire», «intégré» et «marginalisé», «en ascension» et «en déclin», qui coupées de leur contexte social apparaissent exsangues et atomisantes, sont continuellement et massivement produites et reproduites dans notre société de l'information. Et, dans le même temps, ces représentations de la réalité sociale glissent sur nous sans presque plus nous toucher, comme les impressions que laissent les *reality shows,* qui ne sauraient être moins réels.

Il semble donc que l'on ait affaire à des changements profonds du rapport social à la réalité sociale, à un changement de la manière dont on se représente cette réalité et, par là, de la manière dont on la problématise et dont on en fait la critique. Tout cela va de pair avec un processus marqué de «dépolitisation du politique», comme avait l'habitude de l'exprimer Pierre Bourdieu.

Pour restituer, au plus proche, le quotidien social que vivent ou subissent trop souvent aujourd'hui les individus, pour rendre plus palpables ses moindres recoins, ses ruptures et ses résistances telles qu'ils se reflètent dans l'expérience pratique de ces individus, la présente étude s'inspire, telle sa devancière française, d'un accès spécifique au ressenti *[Befindlichkeit]* (Max Weber) de nos contemporains. Au lieu d'entreprendre la reconstruction, et donc par là même l'abstraction de cette réalité sociale au moyen de données statistiques et d'indicateurs macrostructurels, il s'agit ici de décrire les représentations subjectives et les interprétations de chaque expérience individuelle de cette réalité et

d'en construire le cadre sociologique. Mettant en évidence ce ressenti, ce recueil de témoignages ne reste cependant pas sans commentaires : il ne s'agit pas non plus de tomber dans l'autre extrême des médias de masse, celui de la fétichisation et de la mise en scène substantialiste et voyeuriste de l'intimité dans la sphère publique. Les perspectives et les présupposés théoriques qui sous-tendent cette forme de sociologie sont maniés avec retenue et restent la plupart du temps volontairement implicites, mais ils peuvent être inférés de l'interaction qu'ils construisent avec les discours des enquêtés.

Notre collectif scientifique partageait un certain nombre de perspectives théoriques et d'hypothèses concernant l'état actuel et les transformations de la société allemande, et ce dénominateur commun de notre analyse de la société devrait pouvoir se lire dans chaque contribution, en dépit de la diversité des tonalités et des orientations.

Il s'agissait d'une sorte de système de coordonnées commun dans lequel nous avons essayé de placer les images de l'homme et de la société que nous avons rencontrées, retenues et interprétées dans cette étude, de sorte que les voix s'harmonisent en un chœur pour que la mélodie qui résonne puisse donner accès à des situations et à des affects collectifs.

Quels sont les leitmotiv et les principaux traits de cette analyse de la société allemande contemporaine ? L'auteur de ces lignes ne peut que tenter d'esquisser ce dénominateur commun sous-jacent, sous sa propre responsabilité mais avec une grande honnêteté, et passer brièvement en revue les éléments qui lui paraissent centraux dans une analyse sociologique de l'Allemagne contemporaine.

La honte de l'ouvrier dans une société de classe moyenne

L'une des analyses de notre époque, que l'on entend continuellement, prétend que, dans notre civilisation du travail, nous serions en train de vivre la fin du travail. Les taux de chômage durablement élevés témoignent de manière significative de cette crise du salariat. Or le salariat était l'un des fondements de la représentation de la normalité

sociale et de la biographie individuelle-type de l'après-guerre, du moins du côté masculin, dans une société profondément marquée par le jeu des inclusions et des exclusions en fonction du genre.

Les multiples révolutions technologiques, les bouleversements qui affectent aussi l'utilisation du capital humain et l'organisation du travail ont participé à la réduction drastique des besoins en salariés ordinaires à l'ère du « miracle économique ». L'armée de réserve de salariés sans emploi et de salariés en sous-emploi qui en résulte est renvoyée vers un marché d'emplois déqualifiés et disqualifiants qui se développent, en particulier dans le secteur des services. Mais ces déplacements quantitatifs ne constituent que l'une des faces de l'évolution socio-économique radicale de ces dix dernières années.

Corrélativement à cette évolution, on observe une transformation radicale du statut de salarié, des compétences et performances que l'on exige de lui, des charges pratiques – tant physiques que psychologiques – qui accompagnent ces exigences. Par-dessus tout, l'identité collective de ces salariés se transforme ; elle fait l'expérience ou plutôt souffre d'une conversion fondamentale.

Au centre de ces transformations se trouve une figure ambivalente : celle de l'ouvrier[221]. Jusque dans les années 1970, il constituait encore une catégorie centrale des représentations de la réalité sociale, tant politique que scientifique, et était une catégorie privilégiée des études sociologiques et des publications, et ce, des deux côtés du Mur. Jusque dans les années 1970, la sociologie de l'Ouest lui a consacré un grand nombre de monographies qui donnent, quand on les a aujourd'hui entre les mains, un sentiment singulier d'étrangeté et d'éloignement, en même temps qu'elles nous transmettent des impressions sociales et historiques tirées d'une autre époque et d'un autre monde, un monde qui semble tout aussi disparu que celui de l'ancienne RDA. En même temps, ce monde ouvrier est encore parfaitement présent, et l'ouvrier existe toujours, non seulement parce qu'il renvoie à une catégorie disposant d'une protection sociale spécifique et constituée

221. Voir : Franz Schultheis, « Der Arbeiter : eine verdrängte gesellschaftliche Realität », *in* Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Die verlorene Zukunft der Arbeiter. Die Peugeot-Werke von Sochaux-Montbéliard*, Constance, UVK, 2004 (*Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999).

comme catégorie socioprofessionnelle à part entière, mais aussi parce que plusieurs millions d'individus en font partie. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un groupe marginal négligeable, même s'il semble en effet avoir perdu énormément en visibilité sociale et en cohérence, et ne fait plus l'objet d'attention et de reconnaissance.

L'invisibilisation des ouvriers dans le quotidien allemand, si l'on considère par exemple ses attributs autrefois marquants, mais ramenés aujourd'hui à des réminiscences historiques, comme le bleu de travail, la blouse de travail, la banlieue rouge ou le bistro, les manifestations du 1er Mai et les intenses grèves ouvrières, etc., révèle l'ambivalence et les contradictions de la société allemande contemporaine. Dans cette invisibilisation s'exprime la conception si caractéristique de l'Allemagne d'après-guerre d'une société de « classe moyenne nivelée », d'une « communauté » marquée par de nettes différences socio-économiques mais se comportant comme une « société sans classes ».

Malgré les stratégies très diverses de refoulement du statut d'ouvrier – qu'on pense par exemple aux simples ouvriers recevant l'appellation plus noble d'« employés », notamment chez Daimler-Benz – il reste toujours un nombre non négligeable de représentants de cette catégorie socioprofessionnelle. Le démantèlement de ses attributs et de ses signes distinctifs ainsi que le désintérêt grandissant envers le destin de cette catégorie qui perd ses traditions et est politiquement orpheline sont allés de pair avec un net affaiblissement de la protection juridique et sociale rattachée à ce statut. Ces protections avaient été de grandes conquêtes sociales, produits de décennies de luttes acharnées pour la reconnaissance, en contradiction avec l'un des mythes centraux de la société allemande de l'après-guerre.

Depuis les années 1980, c'est devenu un lieu commun du discours sociologique que d'affirmer que nos sociétés industrielles avancées permettraient à toutes les catégories sociales d'accéder au bien-être et à la prospérité, que le niveau de vie, dirigé pour ainsi dire par une main invisible, y aurait grimpé d'un ou deux étages, et ce faisant, que les inégalités sociales et l'appartenance à une classe ou à une couche spécifique y auraient profondément et durablement perdu de leur force d'imprégnation, voire de leur crédibilité, pour appréhender la réalité sociale. C'est sur fond de cette trame socio-historique, pour

ainsi dire, trame que constitue ce processus de nivellement, autrement dit de déstructuration du monde social, que s'expliquerait la disparition de l'ouvrier traditionnel sur la photographie du monde social.

Pourtant, cela n'est au mieux que la moitié d'une réalité sociale, et défraîchie depuis longtemps. Si l'image d'une société nivelée, individualisée et libérée du poids des structures sociales, d'une société constituée de milieux et de styles de vie coexistant de manière pacifiée, si cette image donc pouvait rendre encore attractifs la société de consommation et l'âge d'or du miracle économique, sa plausibilité s'est depuis longtemps effritée en raison de transformations socio-historiques complexes et souvent contradictoires. Plus loin, pour de larges pans des classes moyennes et inférieures, cette logique s'est au contraire inversée : s'est amorcé un déclin dans leurs conditions matérielles d'existence et leurs chances d'accès aux biens sociaux de toute sorte. Ce processus est alors source d'expériences et de déceptions d'autant plus douloureuses que les enfants issus de la génération du miracle économique ont été envoyés sur le chemin de la vie avec des promesses qui se sont révélées fausses.

Les promesses de l'école et la génération sacrifiée

Avec la démocratisation du système scolaire qui a suivi la crise du système d'enseignement dénoncée dans les années 1960, les diplômes les plus élevés, et la promesse d'un avenir professionnel assuré qu'ils contenaient, ont occupé une place constitutive dans la reproduction familiale et dans les stratégies d'ascension des classes moyennes et populaires. Les promesses d'un accès plus démocratique et égalitaire aux biens éducatifs se sont certes révélées illusoires pour une grande part et, malgré des chances scolaires formellement identiques, l'inertie des frontières et des exclusions sociales propres à la société bourgeoise s'est perpétuée sous des formes plus subtiles mais à peine moins efficaces. Cependant, la nette augmentation de la participation des enfants de classes moyennes et populaires, jusque-là exclus de cette bénédiction, s'est traduite par un déplacement fondamental des aspirations, des

exigences et des projets biographiques. La réalisation de soi, la carrière professionnelle, les efforts consentis pour augmenter son niveau de consommation et de vie ainsi que d'autres standards de nos sociétés capitalistes avancées se sont généralisés et sont devenus une espérance normative, norme de ce qui devrait revenir à tout individu en tant qu'ayant-droit de la société, ou représentation contraignante de ce que l'individu doit chercher à réaliser. Les enfants issus des classes populaires, cependant, arrivent dans cette course avec un handicap sévère si l'on veut bien considérer les conditions matérielles requises pour la réalisation de tels objectifs généralisés et, même lorsqu'ils disposent de titres scolaires, ils savent que ces titres (diplômes) ne peuvent pas être convertis en « positions sociales » (revenu et prestige) de manière aussi efficace que cela est le cas pour leurs concurrents dotés de positions sociales initiales plus élevées. Si l'on considère ces enfants issus des classes populaires, on comprend vite comment l'illusion de l'égalité des chances était vouée à devenir une double source de frustration et de souffrance sociales. D'un côté, cette illusion se répercute, non sans raison, en malaise : celui d'avoir été, pour ainsi dire, payé en « monnaie de singe », de ne pas parvenir à échanger ses diplômes contre une position professionnelle correspondant à ses espérances sur le marché du travail parce que, précisément à la suite de l'explosion de l'accès à l'enseignement, une inflation massive a frappé la valeur des titres scolaires. D'un autre côté – et ce point n'est pas moins important –, un processus de dévaluation si ce n'est de stigmatisation des compétences manuelles traditionnelles et du statut d'ouvrier s'est enclenché parallèlement. Qui peut bien encore vouloir porter un bleu de travail quand tout le bonheur du monde social, c'est-à-dire un bon revenu, de bonnes conditions de travail et la reconnaissance sociale, semble si étroitement associé au statut des cols blancs ? Les enfants de la classe ouvrière des années 1970 sont aujourd'hui nettement mieux dotés en capital scolaire que leurs parents, mais, en même temps, il s'en faut de beaucoup que ce capital possède la valeur que leur attribuait la génération de leurs parents, et, dans ce cadre, on peut tout à fait parler d'une « génération sacrifiée », au sens que lui donne Bourdieu.

Malgré leur niveau élevé d'éducation, les membres de cette génération sacrifiée, trente ans après que leurs parents aient eu 30

ans, se retrouvent trop souvent dans des situations à peine meilleures, voire moins bonnes qu'eux, et, par-dessus tout, dans des situations socio-économiques et dans des positions professionnelles vulnérables. Ils souffrent donc doublement : d'une part, sur le plan matériel et, d'autre part, en raison du décalage entre, d'un côté, les promesses et les espérances subjectives et, de l'autre, le statut effectivement obtenu.

Dans les conditions actuelles d'une vaste et profonde crise de la reproduction, le principe de justice entre les générations, selon lequel on peut s'attendre, d'après Rawls[222], à ce que chaque génération hérite au minimum du *statu quo* de la génération précédente, rendant ainsi possible la conservation intergénérationnelle du niveau de propriété, apparaît irréalisable. Cette crise de la reproduction se manifeste de différentes manières : dans l'expérience subjective de l'échec au regard des aspirations sociales et personnelles des individus de cette génération sacrifiée, mais aussi, en même temps, dans le destin collectif partagé par une génération entière et, finalement, dans le système intergénérationnel, au sein duquel les attentes individuelles et familiales sont déçues. Reproduction en crise – les variations autour de ce thème en font un leitmotiv du présent kaléidoscope de la société et des hommes, et ce thème peut certainement compter parmi les principaux facteurs du ressenti élémentaire *[Grundbefindlichkeit]* de nos contemporains. Cette reproduction en crise va de pair avec les transformations centrales de la civilisation du marché et du travail contemporaine, qui aggravent et accentuent cette crise et ses développements.

Des hommes dans le maelström

L'une des sources principales de la souffrance liée aux conditions de vie sociale réside dans l'évolution rapide, radicale, voire révolutionnaire, des structures sociales et des conditions de vie quotidiennes. Cette évolution se traduit par une rupture entre les structures sociales intériorisées, autrement dit, au sens propre, « incorporées » (l'ensemble des schèmes de pensée, des normes morales, des manières

222. John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1997.

habituelles de se comporter que Pierre Bourdieu désigne sous le terme d'« habitus »), et les cadres sociaux, et produit ce que l'on appelle en sociologie l'anomie, c'est-à-dire un manque de repères et d'orientations normatifs auxquels on peut ajuster ses attentes et sa pratique avec quelque confiance. C'est cela que nous allons aborder dans ce qui suit. Nous vivons aujourd'hui dans une période de ruptures colossales sur les plans économique, social et culturel. Cette affirmation fait consensus entre tous les experts des sciences humaines, sociales et économiques. On s'accorde sur le fait que cette transformation radicale a débuté autour des années 1980. Pourtant les concepts utilisés pour caractériser cette évolution varient : on parle de globalisation, de société postindustrielle ou encore de néolibéralisme.

D'après les résultats que livrent de nombreuses publications en sciences sociales, cette évolution aboutirait à un changement profond des injonctions normatives envers des salariés, c'est-à-dire, pour l'exprimer avec les mots de l'époque, du capital humain. Parmi les concepts clés identifiés par Luc Boltanski et Ève Chiapello[223] dans l'analyse qu'ils ont menée sur l'évolution des discours managériaux au cours des dernières décennies, afin de caractériser de manière idéaltypique ce qui est désormais exigé d'un salarié en phase avec le marché, on peut énumérer : autonomie, employabilité, flexibilité, dynamisme et capacité d'initiative, capacité d'innovation, capacité à communiquer, à construire des compromis, créativité, formation tout au long de la vie, capacité à motiver les autres, mobilité, polyvalence, management par projet, propension à la prise de risques, autoévaluation, automanagement, responsabilité de sa propre sécurité, rentabilisation du capital social, spontanéité, disponibilité, horizontalité, mise en réseau, multiplicité de l'investissement dans divers projets, caractère visionnaire, etc. Tous et toutes ne disposent pas dans les mêmes proportions de ce kaléidoscope de compétences requises. Cela devrait être une évidence.

Le plus petit dénominateur commun de ce signalement du salarié idéal semble être le suivant : il travaille continuellement et tout au long de sa vie à l'accroissement ou au moins à la conservation de son « capital humain » sous forme de capital culturel et social incorporés. Il pense

223. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *op. cit.*

et agit dans le cadre de projets délimités et à court terme, et non pas dans une perspective de carrière professionnelle sur le long terme. Il est rattaché à d'autres personnes dans le contexte d'un réseau social (son « capital social » de ressources mobilisables en termes de soutiens) et non plus dans le cadre de réseaux institutionnels. L'*employable man* s'oriente en fonction de sa propre valeur marchande, laquelle est mesurée à l'aune de la demande sur le marché du travail, plutôt que d'aspirer à un statut durable. Il se satisfait d'une vie qui dépend des contextes et des conjonctures plutôt que de se raccrocher à un projet de vie sur le long terme. Le salarié adapté au marché est géographiquement mobile et professionnellement flexible, et parvient à harmoniser ces conditions avec l'ordre de sa vie privée, lequel tend à prendre l'aspect d'un projet limité dans le temps.

L'habitus économique de l'*employable man* décrit ci-dessus reflète directement les traits généraux des conceptions néolibérales de l'économie et de la société. Au nombre de ces traits généraux, on compte aussi des caractéristiques telles que l'optimisation des transactions de marché (leur nombre et leur fréquence), l'optimisation des signatures de contrats (leur nombre et leur fréquence), la réduction du contenu des contrats aux seules tâches à effectuer (salaire au rendement et contrat de mission), la croyance dans la nécessité rationnelle et morale du marché, l'expansion et l'intensification de la marchandisation dans l'espace social, la suppression de tout ce qui fait obstacle à la seule sociation marchande, l'établissement de quasi- ou de sous-marchés y compris au sein d'une seule et même entreprise, la croyance inébranlable en la supériorité de la société de marché en tant que produit d'un processus ouvert, et l'admiration extatique du personnage social de l'entrepreneur comme modèle charismatique d'un acteur moralement supérieur, réagissant de manière sensible et rationnelle aux forces du marché.

Le changement de civilisation du travail sur les plans macrostructurel (les structures économiques) et individuel (l'habitus) a été diagnostiqué dans de nombreuses études de sciences sociales. Mais comment appréhender cette radicalisation de l'esprit du capitalisme ? Un coup d'œil sur l'histoire culturelle et sociale de la société bourgeoise des deux derniers siècles peut alors offrir d'intéressants éclaircissements.

De la critique de la radicalisation de la concurrence capitaliste

Deux modèles de critique accompagnent l'évolution du capitalisme depuis sa naissance, tout aussi fondamentaux l'un que l'autre, mais pourtant divergents et concurrents dans les axes sociaux et politiques qu'ils engagent. On peut, avec Luc Boltanski et Ève Chiapello, distinguer « critique artiste » et « critique sociale ». Dans le premier cas, la question centrale portait sur l'avenir de l'homme dans des conditions de dépendance bureaucratique, de massification urbaine, de production mécanisée et d'une aliénation croissante engendrée par les déterminations génériques. Pessimiste sur l'avenir de la civilisation autant qu'héroïque, elle s'exprimait, de manière idéaltypique, dans la philosophie du refus de cette culture de l'assujettissement, et elle nourrit aujourd'hui encore le pathos d'une forme spécifique d'analyse et de critique de la société dans laquelle l'homme dans sa singularité d'individu libre et autonome apparaît comme une « espèce » menacée par les forces aveugles du social. Il s'agit là, depuis le XIX^e siècle, d'une forme constante de réflexion et de critique durable des rapports sociaux et des formes de coexistence dans les sociétés capitalistes.

Dans l'autre forme de critique, il est également question des contradictions sociales et des expériences de crises constitutives, mais c'est bien davantage le collectif social et les structures qui en sont le centre plutôt que l'individu singulier et ses remises en question existentielles dans le processus de modernisation. Ce ne sont pas les questions d'interprétation fondamentale sur la philosophie de l'existence et la science de la culture qui entrent en ligne de compte dans cette variante de la critique du capitalisme et de la société bourgeoise : ce sont les éléments de l'inégalité sociale et de la domination, ainsi que les formes de misère matérielle et morale engendrées par des rapports sociaux spécifiques. Cette critique sociale, qui se construit historiquement en parallèle à la critique artiste, prend pour point de départ la question sociale des ouvriers de l'industrie et ne pose pas l'individu comme constante anthropologique et point d'Archimède de la critique des relations sociales capitalistes. Elle pose plutôt de manière critique la question des conditions de possibilité – toujours socialement et inégalement

distribuées – de l'individualité, et en situe la base matérielle dans l'institution de la propriété privée. Dans cette perspective de la critique sociale, l'individualité apparaît comme un « privilège » de la classe possédante, inaccessible pour la majeure partie de la population.

À première vue, ces deux faces de la critique sociale de la modernité semblent s'exprimer de manière équivalente dans les photographies des conditions d'existence quotidiennes et des situations de vie collectées dans cet ouvrage. Pourtant cette impression ne dure pas longtemps, l'angle d'attaque de la recherche présentée ici partant du principe, à la manière de Luc Boltanski et d'Ève Chiapello, que le développement d'une société capitaliste de marché de notre époque se caractérise par une dialectique singulière qui déplace les rapports entre ces deux formes de critique du capitalisme. Tout se passe comme si la critique de l'assujettissement lié à une civilisation du travail massifiée et bureaucratisée qui n'a jamais cessé depuis le XIX^e siècle, comme l'ont montré de manière convaincante ces deux auteurs, était désormais retournée de manière réflexive et « productive » pour devenir un énorme potentiel de modernisation et de rationalisation de la société capitaliste, pour produire et légitimer de nouvelles exigences normatives vis-à-vis du capital humain. Ces nouvelles exigences s'expriment non seulement dans une intensification générale du rendement, du fait de l'augmentation parallèle de la pression pesant sur les individus, mais se traduit également et en particulier par de nouvelles inégalités et fractures sociales. Bien plus : cette reconstruction de la critique sociale, qui vise à utiliser la critique artiste du capitalisme en vue d'une radicalisation de sa logique de marché, donne à la dynamique actuelle des sociétés industrielles l'allure d'une régression, comparée aux acquis et compromis historiques conquis au cours de longs processus collectifs de négociation et d'apprentissage. L'accusation portée par la critique artiste à l'encontre de la société salariale capitaliste et pacifiée de l'État providence, celle de domestiquer et discipliner l'individu « libre », apparaît ici instrumentalisée : on en fait en effet une justification du démantèlement progressif des garanties juridiques et des protections sociales liées au statut des « actifs », démantèlement où la suppression des espaces de protection collective est comprise à tort comme liberté.

La nouvelle vulnérabilité des protections sociales

L'analyse contemporaine de la société, telle que la reflète le recueil de témoignages présentés ici avec différentes nuances et expressions, a de ce fait de plus en plus affaire aux nouvelles vulnérabilités « d'après les protections[224] », qui menacent dans leur existence chacun de ceux qui ne disposent pas du privilège d'arriver à satisfaire l'exigence, élevée au rang de norme générale, d'une vie où ils seraient seuls responsables d'eux-mêmes, et à s'en acquitter dans leur vie pratique. Comme le souligne très justement Robert Castel, un projet de vie et une conduite de vie autonome posent la propriété comme condition matérielle pour pouvoir se permettre d'agir en nom propre. Là où la propriété privée abonde, où elle se trouve, comme c'est souvent le cas, dès la naissance, à disposition dans le berceau et sans mérite particulier, ce n'est pas un problème. Au contraire, lorsque les hommes ne disposent que de leur force de travail, qu'ils sont contraints d'échanger sur le marché contre des moyens de subsistance, alors c'est le règne de la précarité, de l'insécurité et de la vulnérabilité. Nos sociétés capitalistes ont cependant engendré, au cours d'un long processus, certaines formes de protection sociale qui ont octroyé un degré minimal de protection collective contre les risques courants de l'activité professionnelle, c'est-à-dire avant tout contre l'invalidité, la vieillesse, la maladie et le chômage ; elles ont ainsi fortement institutionnalisé une sorte de « propriété sociale », comme l'appelle Robert Castel de manière très pertinente. Ce progrès considérable vers la reconnaissance et la garantie d'un droit social universel s'est accompagné d'une sorte d'individualisation de rattrapage parmi les strates sociales les plus démunies, dont les habitus sociaux présentent alors certains signes plus ou moins nets d'un (petit) embourgeoisement. Ce processus de transformation au long cours est néanmoins également allé de pair avec la dissolution de formes de vie sociale et de solidarité traditionnelles – depuis la famille et la parenté plus éloignée en passant par le voisinage et la communauté, et jusqu'aux formes d'organisations

224. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

syndicales et politiques qui reflétaient, dans leurs différents agencements, ce que l'on attribuait encore à la culture ouvrière au temps du miracle économique. Ces formes de sociation des classes populaires ont également subi une érosion durable au cours de l'individualisation des formes de vie et des modèles comportementaux quotidiens. De nombreuses ressources collectives de soutien et de solidarité ont – irrémédiablement – disparu au cours d'un processus qui a fait du salarié traditionnel un salarié sans tradition. On peut voir là ce qui est radicalement nouveau dans la « nouvelle » question sociale qui émerge : le démantèlement progressif des protections sociales et le retrait de l'État de sa responsabilité de providence et de solidarité concerne de plus en plus des individus individualisés, livrés sans protection au vent froid d'une socialisation radicale par le marché, parce que leur habitus est très profondément marqué par l'accoutumance progressive à la réduction du soutien qu'on leur accorde pour parer aux impondérables du quotidien dans une société de la concurrence capitaliste, une société qui en vient à n'assumer plus qu'une responsabilité solidaire très limitée.

Traduction par Anaïs Cretin, Karim Fertikh et Claudine Girod